

Montreuil, le 21 septembre 2024

Nomination d'Annie Genevard Face à l'urgence agricole et alimentaire, il est temps d'être à la hauteur

Suite à la nomination d'Annie Genevard, le Collectif Nourrir appelle la nouvelle Ministre de l'agriculture, de la souveraineté alimentaire et de la forêt à engager sans délai des politiques ambitieuses à la hauteur de l'urgence sociale et environnementale. Après les mobilisations agricoles de ce début d'année et la construction d'un projet de loi largement défaillant, la crise agricole n'a toujours pas trouvé d'issue. Pire, elle s'est aggravée en raison des événements climatiques et de la crise sanitaire survenus ces derniers mois. Renouvellement des générations, garantie d'un revenu décent, transition agroécologique : autant d'enjeux cruciaux et interdépendants auxquels la Ministre de l'agriculture doit impérativement répondre.

Le Collectif Nourrir prend acte de la nomination de la Ministre de l'agriculture, de la souveraineté alimentaire et de la forêt, Annie Genevard, et demande que l'entrée en fonction d'un nouveau gouvernement ouvre la voie au réengagement d'un débat démocratique sur les enjeux agricoles et alimentaires. Loin de la promesse de renouveau des méthodes, le dialogue avec les pouvoirs publics ces dernières années n'a que trop rarement mené à des échanges constructifs. Malgré une démarche volontaire initiée depuis longtemps par les organisations de la société civile, il s'est trop souvent traduit au mieux par une consultation factice, au pire par une exclusion pure et simple. C'est pourquoi nous appelons le Premier Ministre et la Ministre de l'agriculture, de la souveraineté alimentaire et de la forêt à rebâtir une gouvernance agricole et alimentaire assurant l'association effective de l'ensemble des acteurs concernés.

*“Notre système alimentaire et agricole dysfonctionne. Cela n'est pas nouveau, ne fait que s'accroître et amène à un constat : les solutions proposées ne sont pas les bonnes, notamment car les paysan·nes et citoyen·nes sont insuffisamment associé·es. Il faut mettre fin à la manipulation et la co-optation du débat. Car les faits sont là : les politiques agricoles et alimentaires mises en œuvre ces dernières années se sont révélées incapables de répondre aux enjeux, voire les ont aggravés, déclare **Mathieu Courgeau, co-président du Collectif Nourrir.** Nous attendons un changement de méthode et l'inclusion effective des citoyen·nes et paysan·nes à tous les échelons : départemental, régional et national. L'implication de toutes les parties prenantes n'est plus optionnelle mais bien indispensable pour enfin envisager une sortie des crises alimentaire, agricole et climatique.”*

Face à des crises de plus en plus fréquentes et destructrices, il faut se saisir de l'urgence et engager la construction d'un système agroécologique, résilient et rémunérateur. La chute du nombre de paysan·nes, l'absence de revenus dignes, les conséquences des dérèglements climatiques, la hausse de la précarité alimentaire... Voilà ce que nous observons depuis des années et qui ne fait que s'intensifier. Tous les ingrédients sont réunis pour favoriser l'enracinement de crises profondes, d'autant plus quand les réponses apportées sont dictées par l'opportunisme politique ou économique. Ces derniers mois, du projet de Loi d'Orientation Agricole aux conditionnalités environnementales de la Politique Agricole Commune, les politiques publiques visant le secteur se sont caractérisées par une succession de reculs majeurs. Or sans volonté et choix forts, l'amélioration des conditions de revenu, d'accès au métier et d'adaptation des fermes, indispensable pour redonner vie à nos campagnes, sera irréalisable.

“Arrêtons d’opposer agriculture et écologie si nous voulons des paysans et paysannes nombreux ! Nous en appelons à la responsabilité de nos décideurs, tant au gouvernement qu’au parlement, pour agir à la hauteur des défis qui s’imposent à eux. Des politiques publiques doivent être mises en œuvre de toute urgence pour accompagner la transition agroécologique dont l’agriculture biologique et permettre le renouvellement des générations agricoles, la régulation du foncier, et une meilleure répartition de la valeur. Après les annonces de coupe budgétaire cet été, le Projet de Loi de Finances 2025 va être un premier test pour mesurer concrètement la volonté du nouvel exécutif de soutenir la transition de notre système agricole et alimentaire.” souligne **Clotilde Bato, co-présidente du Collectif Nourrir.**

Contact presse

Claire Gittinger - Chargée de communication

☎ +33 (0)7 57 45 68 96

✉ claire.gittinger@collectifnourrir.fr

Maureen Jorand - Coordinatrice

☎ +33 (0)7 68 45 51 09

✉ maureen.jorand@collectifnourrir.fr